

Insoumis et positifs



Candidats présentés par le **Parti Communiste Français**

Mireille Pernot

Fonctionnaire, Vice-Présidente de Nantes Métropole,
conseillère municipale de Rezé
Titulaire

Gauthier Lorthiois

Fonctionnaire,
Adjoint au Maire de Bouguenais
Suppléant

Madame, Monsieur,

Lors de la présidentielle, nous avons soutenu Jean-Luc Mélenchon qui a rassemblé plus d'un électeurs sur 4 dans notre circonscription. Aujourd'hui, Emmanuel Macron est Président et tente de créer un Parlement à sa main. Dans la lignée de Hollande, de Valls et de Sarkozy, sa volonté est d'amplifier une politique désastreuse : destruction de la sécurité sociale, saignée des services publics, casse du code du travail, précarisation généralisée... **Une majorité de gauche peut arrêter ce rouleau compresseur qui écraserait les salariés et leurs familles au profit du grand patronat et de la finance. C'est la condition, pour une société plus humaine et plus juste, au service du plus grand nombre et non pas de quelques privilégiés.**

Le travail et l'emploi ne sont pas dépassés et ils doivent être mis en valeur en étant correctement rémunérés, en servant de base à la solidarité nationale mais aussi en ouvrant de nouveaux droits dans la gestion des entreprises afin de contester le pouvoir de la finance, responsable des suppressions d'emploi et de l'immobilisme en termes de développement. **Nous assumons notre originalité en promouvant un développement humain durable** où la transition écologique est au service des êtres humains et doit être aussi scientifiquement rigoureuse que socialement souhaitable.

Nous défendons une profonde transformation démocratique.

Nous ne voulons pas d'un nouveau bipartisme où les intérêts défendus sont toujours les mêmes. Nous voulons donner envie aux citoyens de s'engager et de prendre des responsabilités. Cela passe par de nouveaux modes de co-construction mais surtout par un statut de l'élu pour que la condition sociale ne soit pas un frein à l'élection et par la généralisation des scrutins proportionnels au sein d'une VI^{ème} République démocratique et sociale.

La condition nécessaire à l'application de notre programme est la fin de l'austérité, imposée et soutenue par la majorité des Gouvernements des États-membres de l'Union-Européenne. Cela implique de contester les traités illégitimes, les politiques de réduction de la dépense publique à outrance, la privatisation des services publics, la marchandisation généralisée.

Pour servir les intérêts du plus grand nombre, nous sommes prêts à trouver les convergences nécessaires avec toutes les forces de gauche mais pour cela, dès le 11 juin, un maximum de députés soutenus par le Parti Communiste doivent être élus.

Retrouvons la Gauche

PCF
Parti communiste français

MEMBRE DU

**FRONT
DE GAUCHE**

De l'intransigeance et du contenu face à l'extrême droite

Comme beaucoup de citoyennes et citoyens de gauche nous avons sans aucune hésitation pris nos responsabilités en appelant sans fausse pudeur à voter contre la candidate de l'extrême droite aux élections présidentielles. La défense de la République ne peut

être brandie d'un côté et détournée de l'autre. Ce n'est qu'en donnant au plus grand nombre les moyens d'améliorer sa condition sociale quel que soit son âge et quelque-soit le lieu que nous pourrions protéger notre démocratie contre les démagogues.

Augmenter les revenus et partager le travail

Nous nous opposons à la politique du toujours moins pour la majorité au nom des marges de la finance. Pour vivre et cotiser à la sécurité sociale, il faut des revenus décents. Nous voulons **porter le SMIC à 1 700 euros nets** et limiter les revenus de 1 à 20 dans une même entreprise. Le progrès des technologies ne doit pas être le prétexte à développer la précarité pour tous, nous préférons aller vers les **32h de travail hebdomadaire**.

Sécuriser l'emploi et la formation

En plus de **retirer la loi El Khomri** et d'interdire les licenciements boursiers, nous **réaffirmerons le CDI comme norme du contrat de travail et nous conforterons le statut des fonctionnaires**. Nous

Sur notre territoire, des projets d'avenir

Nous soutenons le projet de **captage et valorisation du CO2** à la Centrale de Cordemais défendu par les salariés, qui favorise le maintien de l'emploi et la lutte contre le réchauffement climatique, Nous soutenons le développement du **grand port maritime** et sa connexion par le **rail et la Loire**, notamment par le barging proposé par le grand débat sur la Loire, Lors du **transfert de l'aéroport**, en faveur duquel les ligériens se sont majoritairement exprimés, nous soutiendrons le développement de **l'emploi et du logement** sur les surfaces libérées, Tous ces projets associent développement de l'emploi, amélioration de l'environnement, et réponse aux besoins des populations. Ils contribuent à la transition écologique de l'économie.

Retrouvons-nous sur

Facebook :

PCF Rezé Sud Loire

créerons un système de **sécurisation du parcours professionnel** permettant la continuité des droits et le maintien de salaire entre emploi et formation tout au long de la vie.

Un plan national pour le logement

Notre objectif est de **répondre aux besoins tout en ne dépassant pas les 20% des revenus disponibles consacrés à se loger**. Il faut pour cela plus de **200 000 nouveaux logements par an**, que nous voulons financer à 40% par des aides à la pierre. **Nous renforcerons la loi SRU et augmenterons la régulation** dans ce secteur (encadrement des loyers).

Une sécurité sociale renforcée

Nous ne laisserons pas faire le détricotage et l'étatisation car, selon nous, **la sécu doit être gérée par ses bénéficiaires**. Nous irons vers le **remboursement à 100 % des frais de santé**, le retour à la retraite à 60 ans et la création d'une branche consacrée à la dépendance.

Des services publics car utiles

Vieillir dignement, amélioration des conditions de vie, de la sécurité et de la justice, meilleurs accès à la culture et à l'éducation : **pour répondre de manière équitables à ces besoins exprimés, c'est davantage de services publics qui sont nécessaires** sur les territoires. L'argent existe pour cela et c'est aussi pourquoi **nous rétablirons les dotations de l'État aux collectivités** au niveau de 2013. Cela

est d'autant plus important que les collectivités contribuent énormément au financement des infrastructures, de l'éducation, de la culture, du monde associatif... des dépenses utiles !

Sortir de l'austérité

Nous refusons d'aller dans le sens de la diminution insensée de la dépense publique. Nous mettrons fin aux exonérations injustes et inefficaces comme le CICE et nous mettrons plus de moyens dans la lutte contre la fraude sociale et fiscale, laquelle sera un axe de politique étrangère avec la convocation d'une COP Fiscale.

Donner un avenir à la jeunesse

Une éducation de la réussite de tous est notre objectif. Pour cela il faut partir de l'élève qui n'a que l'école pour réussir : nous rendrons la **scolarité obligatoire de 3 à 18 ans** et diminuerons le nombre d'enfants par classe. De 18 à 25 ans, **création d'un statut ouvrant droit à la formation qualifiante** et permettant de comptabiliser les années d'études dans le calcul des droits à la retraite. **Chacun doit pouvoir vivre de son travail. La création d'emplois qui passera par l'application d'un plan stratégique de développement** des filières industrielles, agricoles et numériques. **Ce plan ne pourra progresser que par une réengagement dans la recherche et le développement tant privés que publics**.

Des mesures d'urgence pour une autre politique

- Abrogation de la loi El Khomri
- Interdire les licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits
- Augmenter les salaires, les retraites et garantir les allocations familiales
- Renforcer les services publics
- Redonner des moyens aux collectivité-

tés locales

- Poursuivre la construction de logements, bloquer le prix des loyers
- Taxer les revenus du capital et les profits des grandes sociétés
- Réformer la fiscalité d'entreprise pour qu'elle favorise l'emploi
- Mettre fin à la fraude fiscale (80 milliards d'euros annuels)